



Communiqué de presse

LA « SUPER-PETITION EUROPEENNE » GOOD CLOTHES, FAIR PAY DEVIENT LA PLUS GRANDE CAMPAGNE JAMAIS MENEES SUR LE SALAIRE VITAL DANS L'INDUSTRIE DE LA MODE

Mais elle se clôture sans atteindre le palier du million de signatures

Paris, le 20 juillet 2023 – Hier à minuit, l'Initiative Citoyenne Européenne [Good Clothes, Fair Pay](#), soutenue par Fashion Revolution France et Max Havelaar France, a pris fin sans atteindre le 1 million de signatures nécessaires pour déclencher une saisine de la Commission européenne. Elle devient pourtant la plus grande campagne citoyenne jamais menée sur le salaire vital pour les ouvrier·ère·s de la mode.

Cette campagne demandait à l'UE d'introduire une législation pour assurer des salaires vitaux aux personnes qui fabriquent nos vêtements alors qu'elles gagnent en moyenne deux fois moins que le salaire nécessaire pour vivre dans des conditions décentes. Après 12 mois de collecte et d'actions militantes, cette pétition européenne a recueilli la signature de plus de 240 000 citoyen·ne·s européen·ne·s.

Une opportunité démocratique manquée

Depuis le Traité de Lisbonne, le droit européen prévoit la possibilité démocratique d'une Initiative Citoyenne Européenne – ICE, appelée aussi « super-pétition » - qui oblige la Commission à étudier des actions à entreprendre sur demande des citoyen·ne·s.

Les deux ONGs tiennent à remercier les 240 000 citoyen·ne·s signataires et les organisations qui ont soutenu le changement. Malgré un débat public grandissant sur la fast fashion et ses dégâts, il n'a pas été possible de rassembler suffisamment de signatures pour exiger une réponse de la Commission européenne. Mais plusieurs eurodéputé·e·s ont relayé et soutenu la campagne et ont exigé que les lois déjà en discussion soient plus ambitieuses sur les enjeux des droits humains.

Plus de 240 000 citoyen·ne·s exigent le changement dans le secteur de la mode

Les signataires de la campagne Good Clothes, Fair Pay, 240 200 citoyen·ne·s, demandent des vêtements plus durables et plus équitables et exigent que les marques rendent compte de leurs impacts sur les droits des travailleur·euse·s.

Pour Valeria Rodriguez, Responsable du Plaidoyer chez Max Havelaar France « *Dans un contexte d'inflation importante, qui nous frappe tous inégalement et nous rend plus vigilants sur les prix de nos achats quotidiens, cela témoigne du fait que notre pouvoir d'achat et les droits des*

travailleur·euse·s ne sont pas incompatibles, bien au contraire. Les entreprises doivent agir pour que nous n'ayons comme seul choix le respect des droits des travailleur·euse·s du monde entier ! »

Ce nombre significatif de signatures confirme l'attente croissante des citoyen·ne·s pour des produits qui respectent l'humain et la planète. L'impact humain de l'industrie textile sur les droits de ses travailleur·euse·s mobilise de plus en plus le soutien de l'opinion publique.

Catherine Dauriac, Présidente de Fashion Revolution France déclare « *Jusqu'à récemment, le salaire vital n'était pas un sujet dans la conversation du textile durable, ni dans les politiques publiques ni dans les initiatives d'entreprises. La campagne a montré que c'était une préoccupation des citoyen·ne·s-consommateur·rice·s et qu'ils attendent des mesures concrètes sur le sujet. »*

Les prochaines échéances pour une industrie de la mode plus juste

Recevoir un salaire vital est un droit humain. Ce combat ne s'arrête donc pas avec la fin de la campagne, alors que les eurodéputé·e·s élaborent leur position sur le futur règlement visant à interdire sur le marché européen les produits issus du travail forcé et que la future directive pour le devoir de vigilance des entreprises entre dans une phase décisive. Fashion Revolution France et Max Havelaar France continueront à plaider pour une industrie de la mode plus juste et pour que les travailleur·euse·s du textile reçoivent une rémunération digne :

- **A travers la future directive européenne pour le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité**, qui sera adoptée dans les prochains mois et imposera aux plus grandes entreprises une obligation d'identifier, prévenir, réduire et réparer les risques d'impacts négatifs sur les droits humains et l'environnement de leurs activités.
- **À travers le futur règlement européen pour interdire les produits issus du travail forcé sur le marché de l'UE.**
- **En plaidant pour l'interdiction de pratiques commerciales déloyales dans le secteur du textile** (notamment délais de paiement, annulations de commandes, prix d'achat, etc.), à l'image de la directive européenne de 2019 interdisant une liste de 16 pratiques commerciales déloyales dans le secteur agro-alimentaire.

Nous serons particulièrement attentifs au rapport de la DGCCRF sur les pratiques commerciales de Shein et d'autres enseignes pratiquant la fast fashion, qui doit être rendu au gouvernement cet automne, comme annoncé par Bruno Le Maire début juillet.

Note aux éditeur·rice·s

- Le salaire vital est un droit humain reconnu par les Nations unies. Il permet aux travailleur·euse·s de subvenir à leurs besoins fondamentaux, notamment la nourriture, le logement, l'éducation, les soins de santé, et de faire des économies en cas d'imprévu.
- Une initiative citoyenne européenne est un instrument de démocratie participative au sein de l'Union européenne, permettant aux citoyen·ne·s de demander à la Commission européenne la mise en place de nouvelles lois.
- La campagne Good Clothes, Fair Pay a été lancée le 19 juillet 2022 par Fashion Revolution et Fair Wear Foundation et est soutenue par plus de 50 ONG et syndicats européens. Elle demande l'adoption d'une législation européenne obligeant les marques et les détaillants vendant des vêtements et textiles sur le marché de l'UE à prendre des mesures pour les salaires vitaux dans leurs chaînes d'approvisionnement.

À propos de Fashion Revolution France

Fashion Revolution France est le bureau national de l'ONG Fashion Revolution lancée en 2013 après l'effondrement du Rana Plaza à Dacca au Bangladesh. Depuis bientôt 10 ans, nous militons pour plus de transparence des marques de mode avec l'Index de Transparence édité chaque année ; pour plus de justice sociale et environnementale dans la chaîne de valeur de l'industrie textile. Nous sensibilisons l'opinion et les décideur·euse·s politiques pour une mode qui respecte les écosystèmes et les humains qui la font.

<http://www.fashionrevolution.org>

Instagram : @fash_rev_france

À propos de Max Havelaar France

L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade/Max Havelaar, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteurs et travailleurs défavorisés. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable. Pour en savoir plus : <https://www.maxhavelaarfrance.org/>

CONTACTS PRESSE

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr

Max Havelaar France | Jules Montané | 06 61 13 50 51 | j.montane@maxhavelaarfrance.org

Fashion Revolution France | Catherine Dauriac | 06 60 50 97 17 | catherine.dauriac@gmail.com